Convocations du Conseil Municipal adressées individuellement le 30 juin 2014 pour la séance du 7 juillet 2014 à 20 heures à la mairie.

Le Maire,

L'ordre du jour est le suivant :

- *Approbation de la séance du Conseil Municipal du 23 mai 2014*
- *Compte rendu des décisions du Maire*
- *Rythmes scolaires : mise en place de la réforme*
- *Temps d'activités périscolaires : tarification*
- *Tarif du repas au restaurant scolaire*
- *Tarif garderie*
- *Désignation référent sécurité routière*
- *Aménagements devant Delta Dore : amendes de police*
- *Communauté de Communes Bretagne Romantique : convention atelier d'éveil*
- *Aménagements des allées du cimetière : avenant au marché de travaux*
- *Motion de soutien à l'action de l'AMF pour alerter solennellement les pouvoirs publics sur les conséquences de la baisse massive des dotations de l'Etat.*
- *Affirmation du soutien de la commune au Conseil Général d'Ille et Vilaine et à son maintien dans l'organisation territoriale*
- *Questions diverses*

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 7 juillet 2014

L'an deux mil quatorze, le sept juillet à vingt heures, les membres du Conseil Municipal, légalement convoqués, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence de Monsieur Marcel PIOT, Maire.

PRESENTS : Marcel PIOT, Marie-Hélène DURÉ, Gilbert GAULTIER, Sonia ROBERT, Florence DAVID, Béatrice LEROUX, Jean-Paul MURIE, Jean-François GUERIN, Laurence ALLAIN, Laurent CITRÉ, Loïc LEBRET, Nathalie LEFEUVRE, Olivier MILLION.

Absents excusés : Danielle HUOT, Patrick LEMESLE

Pouvoir : Danielle HUOT à Marie-Hélène DURÉ, Patrick LEMESLE à Marcel PIOT.

Secrétaire de séance : Sonia ROBERT

Avant d'ouvrir la séance, Monsieur le Maire propose de retirer de l'ordre du jour le point suivant :

- Aménagements des allées du cimetière : avenant au marché de travaux

Et d'ajouter les points suivants à l'ordre du jour :

- Crèche Ty Bon'Home : demande de subvention
- Ecole Henri Matisse : réfection des sanitaires extérieurs
- Aïnés : poursuite de l'opération avec l'UFCV

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal accepte à l'unanimité ces propositions.

OBJET D_47_2014 : APPROBATION DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 23 MAI 2014

Préfecture de Rennes, reçu le 22/07/2014

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal d'approuver la séance précédente en date du 23 mai 2014. En l'absence d'objections, le compte rendu de la séance précédente est adopté à l'unanimité des membres présents.

OBJET D_48_2014 : COMPTE RENDU DES DECISIONS DU MAIRE

Préfecture de Rennes, reçu le 22/07/2014

Monsieur le Maire expose à l'assemblée ce qui suit :

Vu l'article L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les délégations accordées à Monsieur le Maire par délibération du Conseil Municipal en date du 23 mai 2014,

Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de cette délégation,

Le Conseil Municipal prend note de la décision suivante :

- A. Décision n° 05/2014 du 5 juin 2014 : renonciation à l'exercice du droit de préemption suite à la transmission par Maître Alain CLOSSAIS, 51 rue de la Libération 35720 SAINT PIERRE DE PLESGUEN d'une Déclaration d'Intention d'Aliéner un bien sis 10 place de l'Eglise, cadastré AB 163, comprenant une habitation, d'une superficie totale de 95 m², appartenant aux Consorts PERRIER.

OBJET D_49_2014 : RYTHMES SCOLAIRES : MISE EN PLACE DE LA REFORME

Préfecture de Rennes, reçu le 31/07/2014

➤ En premier lieu, Monsieur le Maire rappelle que les Temps d'Activités Périscolaires (TAP) ont été instaurés par le décret n° 2013-77 du 24 janvier 2013 relatif à l'organisation du temps scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires. Cette réforme sera effective dans les écoles de Bonnemain à la rentrée scolaire de septembre 2014. Un comité de pilotage composé d'élus, des directrices des deux écoles, de représentants des parents d'élèves et de représentants du personnel communal s'est réuni de nombreuses fois au cours de l'année scolaire.

Conformément à la délibération n° D_86_2013 du 17 décembre 2013, l'UFCV a recruté une coordinatrice et élaboré le Projet Educatif Territorial (PEDT) qui a été soumis aux organismes concernés pour approbation.

Monsieur le Maire expose ensuite au conseil Municipal le diaporama présenté à la réunion publique d'information destinée aux parents d'élèves du 26 juin dernier. Les nouveaux horaires de l'école Henri Matisse ont été validés le 10 avril 2014 par le Directeur Académique des Services de l'Education nationale (DASEN)

Un dossier d'inscription aux TAP pour la 1^{ère} période septembre-octobre 2014 a été remis à chaque enfant scolarisé et est disponible en mairie.

Le coût de la réforme est estimé entre 180 € et 230 € par enfant. La commune bénéficiera de 50 € par élève du fonds d'amorçage de l'Etat et de 50 € du Conseil Général pour cette année. La CAF versera également une subvention.

Monsieur Loïc LEBRET regrette le manque de précisions et les incertitudes sur le financement.

Monsieur Olivier MILLION déplore qu'une participation soit demandée aux familles. L'augmentation des tarifs entraînera pour les familles de nouvelles charges et des difficultés de paiement. Il considère que la commune aurait pu faire un effort cette année en n'augmentant pas les tarifs des services périscolaires et en ne demandant pas de participation pour les TAP, compte tenu des incertitudes liées à la réforme des rythmes scolaires.

Monsieur le Maire précise que les TAP ne sont pas une obligation imposée par la loi et que les enfants peuvent quitter l'école à la fin des cours. De plus, la participation aux TAP a été présentée au comité de pilotage et à la réunion publique et n'a pas provoqué de mouvement de contestation.

Loïc LEBRET considère que la population de Bonnemain a rajeuni les six dernières années avec l'arrivée de nouvelles familles et que la politique familiale engagée durant le mandat précédent est arrêtée.

Concernant la garderie du mercredi midi, Monsieur le Maire précise qu'elle est gratuite jusqu'à 12h30 et qu'un questionnaire a été distribué pour une éventuelle prolongation jusqu'à 13 heures. Monsieur Loïc LEBRET propose de prendre en compte la fin du travail à Delta Dore et de prolonger la garderie jusqu'à 13h30. Le service de restauration scolaire du mercredi est réservé aux enfants fréquentant l'accueil de loisirs extra-scolaire.

Monsieur le Maire précise que cette réforme engendre beaucoup d'incertitudes et que des améliorations pourront être apportées au cours du 1^{er} trimestre.

➤ D'autre part, suite à la mise en place de la réforme des rythmes scolaires à la rentrée 2014, Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'il est nécessaire de procéder au recrutement de nouveaux agents. Compte tenu des incertitudes liées à cette réforme, il propose de recruter des agents non titulaires. Concernant le personnel communal existant, il propose d'autoriser pour le premier trimestre de l'année scolaire 2014/2015 le paiement d'heures complémentaires aux agents concernés. Madame Nathalie LEFEUVRE demande si la proximité géographique est privilégiée dans les recrutements. Monsieur le Maire lui répond que oui. Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal accepte à l'unanimité ces propositions.

OBJET D_50_2014 : CREATION D'UN POSTE D'AGENT DE SERVICE DES ECOLES MATERNELLES TNC DANS LE CADRE D'UN CONTRAT D'ACCOMPAGNEMENT DANS L'EMPLOI (CAE)

Préfecture de Rennes, reçu le 31/07/2014

Depuis le 1^{er} janvier 2010, le dispositif « contrat unique d'insertion » (CUI) est entré en vigueur. Créé par la loi du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion, ce dispositif a pour objet de faciliter l'insertion professionnelle des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles d'accès à l'emploi, en simplifiant l'architecture des contrats aidés.

Dans le secteur non-marchand, le CUI prend la forme d'un contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE). Ces CAE sont proposés, prioritairement aux collectivités territoriales, afin de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des personnes à la recherche d'un emploi dans des métiers offrant des débouchés dans le secteur marchand.

Notre commune peut donc décider d'y recourir en conciliant ses besoins avec la perspective d'aider un demandeur d'emploi à s'insérer dans le monde du travail.

Un CAE pourrait être recruté au sein de la commune, pour l'exercice des fonctions suivantes : assiste le personnel enseignant pour la réception, l'animation et l'hygiène des très jeunes enfants, prépare et met en état de propreté les locaux et le matériel servant directement aux enfants. Il assure la surveillance et l'aide au service des repas à la cantine scolaire. L'agent est en charge également de l'animation des Temps d'activités Périscolaires et de la garderie en lien avec le coordinateur TAP, à compter du 1^{er} septembre 2014.

L'agent devra justifier d'un diplôme CAP petite enfance et d'une expérience professionnelle similaire dans le secteur de la petite enfance.

Ce contrat à durée déterminée serait conclu pour une période de 24 mois maximum à compter du 28 août 2014. *(6 mois minimum, 24 mois maximum renouvellement inclus – sous réserve notamment du renouvellement de la convention « Contrat unique d'insertion. »).*

L'État prend en charge 70 % de la rémunération correspondant au SMIC et exonérera les charges patronales de sécurité sociale. La somme restante sera à la charge de la commune

Vu la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et renforçant les politiques d'insertion, modifiée,

Vu le décret n°2009-1442 du 25 novembre 2009 relatif au contrat unique d'insertion modifié,

Vu la circulaire DGEFP n°2009-43 du 2 décembre 2009 relative à la programmation des contrats aidés pour l'année 2010,

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :

- Le recrutement d'un CAE pour les fonctions d'ASEM à temps partiel à raison de 29.44 heures/semaines *(20 h minimum)* pour une durée de 24 mois.

- d'inscrire au budget les crédits correspondants

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer au nom et pour le compte de la commune de Bonnemain, les conventions avec le Pôle Emploi et les services de l'Etat, ainsi que tout document de nature administrative ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal approuve à l'unanimité ces propositions.

OBJET D_51_2014 : CREATION D'UN POSTE D'AGENT D'ANIMATION TNC DANS LE CADRE D'UN CONTRAT D'ACCOMPAGNEMENT DANS L'EMPLOI (CAE)

Préfecture de Rennes, reçu le 31/07/2014

Depuis le 1^{er} janvier 2010, le dispositif « contrat unique d'insertion » (CUI) est entré en vigueur. Créé par la loi du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion, ce dispositif a pour objet de faciliter l'insertion professionnelle des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles d'accès à l'emploi, en simplifiant l'architecture des contrats aidés.

Dans le secteur non-marchand, le CUI prend la forme d'un contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE).

Ces CAE sont proposés, prioritairement aux collectivités territoriales, afin de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des personnes à la recherche d'un emploi dans des métiers offrant des débouchés dans le secteur marchand.

Notre commune peut donc décider d'y recourir en conciliant ses besoins avec la perspective d'aider un demandeur d'emploi à s'insérer dans le monde du travail.

Un CAE pourrait être recruté au sein de la commune, pour exercer les fonctions d'animateur TAP et garderie et d'agent de service au restaurant scolaire à raison de 27.34 heures par semaine.

Ce contrat à durée déterminée serait conclu pour une période de 24 mois maximum à compter du 28 août 2014. *(6 mois minimum, 24 mois maximum renouvellement inclus – sous réserve notamment du renouvellement de la convention « Contrat unique d'insertion. »).*

L'État prend en charge 70 % de la rémunération correspondant au SMIC et exonérera les charges patronales de sécurité sociale. La somme restante sera à la charge de la commune

Vu la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et renforçant les politiques d'insertion, modifiée,

Vu le décret n°2009-1442 du 25 novembre 2009 relatif au contrat unique d'insertion modifié,

Vu la circulaire DGEFP n°2009-43 du 2 décembre 2009 relative à la programmation des contrats aidés pour l'année 2010,

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :

- Le recrutement d'un CAE pour les fonctions d'animateur TAP et garderie et d'agent de service au restaurant scolaire à temps partiel à raison de 27.34 heures/semaines *(20 h minimum)* pour une durée de 24 mois.

- d'inscrire au budget les crédits correspondants

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer au nom et pour le compte de la commune de Bonnemain, les conventions avec le Pôle Emploi et les services de l'Etat, ainsi que tout document de nature administrative ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal approuve à l'unanimité ces propositions.

OBJET D_52_2014 : CREATION DE TROIS POSTES NON TITULAIRE LIES A UN ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITE

Préfecture de Rennes, reçu le 31/07/2014

Monsieur le Maire propose à l'assemblée délibérante :

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment les articles 3-1, 3 1°) et 3 2°)

Vu le décret n°88-145 pris pour l'application de l'article 136 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

Considérant la nécessité de créer trois emplois non permanents compte tenu de la réforme des rythmes scolaires, liés à la surveillance de la cour des écoles de la commune, au service des repas et à l'entretien des bâtiments communaux,

En conséquence, il est autorisé le recrutement d'agents non titulaires de droit public pour faire face temporairement à des besoins liés à un accroissement temporaire d'activité, dans les conditions fixées à l'article 3 1°) de la loi susvisée, pour une durée maximale de douze mois, compte tenu, le cas échéant, du renouvellement du contrat, pendant une même période de dix-huit mois consécutifs

La rémunération sera déterminée au grade d'adjoint technique 2^{ème} classe échelon 1, indice brut 330, indice majoré 316.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- d'adopter cette proposition
- de modifier le tableau des emplois

- d’inscrire au budget les crédits correspondants
- que les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1^{er} septembre 2014,
- d’informer que la présente délibération peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l’État

OBJET D_53_2014 : TEMPS D’ACTIVITES PERISCOLAIRES : TARIFICATION

Préfecture de Rennes, reçu le 22/07/2014

Dans le cadre de l’application de la réforme des rythmes scolaires à la rentrée 2014/2015, Monsieur le Maire propose d’instaurer une tarification des temps d’activités périscolaires sous la forme d’un forfait par enfant. La facturation sera établie par trimestre scolaire (1^{er} trimestre : 2 septembre au 19 décembre 2014, 2^{ème} trimestre : 5 janvier au 10 avril 2015 et 3^{ème} trimestre : 27 avril au 3 juillet 2015)

- enfant domicilié à Bonnemain : 10 € par trimestre scolaire
 - Enfant domicilié hors commune : 13.50 € par trimestre scolaire
- Gratuité à partir du 3^{ème} enfant.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal accepte par 12 voix pour et 3 voix contre (Loïc LEBRET, Nathalie LEFEUVRE et Olivier MILLION) pour les raisons exposées précédemment, ces tarifs.

OBJET D_54_2014 : RESTAURANT SCOLAIRE : TARIF DU REPAS

Préfecture de Rennes, reçu le 22/07/2014

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal qu’en vertu du décret n° 2006-753 du 29 juin 2006 les prix de la restauration scolaire fournie aux élèves des écoles maternelles et élémentaires sont fixés par la collectivité territoriale qui en a la charge et que ces prix ne peuvent être supérieurs au coût par usager résultant des charges supportées au titre du service de restauration, après déduction des subventions de toute nature bénéficiant à ce service, et y compris lorsqu’une modulation est appliquée.

Monsieur le Maire propose d’augmenter les tarifs suivants de 5 % :

Tarif	2013/2014	2014/2015
Enfant	3.05 €	3.20 €
Adulte	4.40 €	4.62 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal accepte par 12 voix pour et 3 voix contre (Loïc LEBRET, Nathalie LEFEUVRE et Olivier MILLION) pour les raisons exposées précédemment, cette proposition.

OBJET D_55_2014 : TARIF GARDERIE

Préfecture de Rennes, reçu le 22/07/2014

Monsieur le Maire rappelle que depuis l’année scolaire 2012/2013, il existe un tarif unique par demi-heure avec demi-tarif (0.25 €) à partir du 3^{ème} enfant.

Monsieur le Maire propose d’augmenter ces tarifs de 5 % pour l’année scolaire 2014/2015, suite à la mise en place d’une garderie le mercredi matin. Il propose le maintien du tarif « dépassement horaire ».

Tarif	2013/2014	2014/2015
Garderie la demi-heure	0.50 €	0.53 €
Garderie à partir 3 ^{ème} enfant	0.25 €	0.27 €
Dépassement horaire	20 €	20 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal accepte par 12 voix pour et 3 voix contre (Loïc LEBRET, Nathalie LEFEUVRE et Olivier MILLION) pour les raisons exposées précédemment, ces propositions.

OBJET D_56_2014 : DESIGNATION D'UN ELU REFERENT SECURITE ROUTIERE

Préfecture de Rennes, reçu le 22/07/2014

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'il convient de désigner un référent en matière de sécurité routière. Son rôle est le suivant :

- être l'interlocuteur reconnu en matière de « sécurité routière »,
- diffuser la culture « sécurité routière » dans la commune,
- animer une politique de sécurité routière au niveau de la commune,
- mobiliser les acteurs locaux,
- participer au réseau des élus référents « sécurité routière »

Monsieur le Maire propose de procéder à cette désignation. Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal désigne à l'unanimité Monsieur Gilbert GAULTIER, 2^{ème} adjoint, comme élu référent sécurité routière.

OBJET D_57_2014 : AMENAGEMENTS DEVANT DELTA DORE : AMENDES DE POLICE

Préfecture de Rennes, reçu le 22/07/2014

Le Conseil Municipal est informé que dans sa séance du 27 mai 2014, la commission permanente du Conseil Général a procédé, comme chaque année, à la répartition du produit des amendes de police pour 2014. A ce titre une attribution de 5 350 €uros a été allouée à la commune de Bonnemain pour des aménagements de sécurité sur la RD80 devant Delta Dore.

Cette dotation de l'Etat sera versée sur présentation d'une délibération du Conseil Municipal qui devra faire état de l'acceptation de la somme proposée ainsi que l'engagement de faire exécuter les travaux prévus dans les plus brefs délais.

A la question d'Olivier MILLION sur un retard dans les travaux, Monsieur le Maire précise qu'aucune date de commencement du chantier n'est fixée à ce jour.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- ▶ D'accepter la somme allouée à la commune de Bonnemain, au titre du produit des amendes de police 2014.
- ▶ De s'engager à exécuter les travaux prévus dans les plus brefs délais.

OBJET D_58_2014 : COMMUNAUTE DE COMMUNES BRETAGNE ROMANTIQUE : CONVENTION ATELIER D'EVEIL

Préfecture de Rennes, reçu le 22/07/2014

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'à compter du mercredi 17 septembre 2014, le Relais Parents Assistants Maternels de la Communauté de Communes Bretagne Romantique proposera un atelier d'éveil à Bonnemain. Un atelier d'éveil est un lieu d'animation collective gratuit, pour les enfants de moins de 4 ans accompagnés de leur adulte référent (parent, assistant maternel, employé familial...) et animé par une éducatrice de jeunes enfants du Relais. Un temps de jeux libres, de chansons, d'histoires, de découvertes, d'activités diverses (peinture, collage, psychomotricité...) qui permet de créer des liens entre les enfants et les adultes. Ces ateliers auront lieu le mercredi matin à la salle des associations de 9h30 à 11h30, avec arrivée possible jusqu'à 10h. Une convention de partenariat entre la Communauté de Communes Bretagne Romantique et la commune est établie afin de définir le contenu et les modalités de mise à disposition des locaux pour l'organisation des ateliers d'éveil du RPAM. La convention précise les rôles et responsabilités respectifs des différents intervenants présents. Elle précise également les principes et conditions d'intervention des éducatrices du RPAM et les engagements respectifs.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal approuve à l'unanimité cette convention et autorise Monsieur le Maire à la signer.

OBJET D_59_2014 : MOTION DE SOUTIEN A L'ACTION DE L'AMF POUR ALERTE SOLENNELLEMENT LES POUVOIRS PUBLICS SUR LES CONSEQUENCES DE LA BAISSSE MASSIVE DES DOTATIONS DE L'ETAT

Préfecture de Rennes, reçu le 22/07/2014

L'Association des Maires de France (AMF) nous fait part de l'action menée pour alerter les pouvoirs publics sur l'impact des mesures dans le cadre du plan d'économies de 50 milliards d'euros annoncé par l'Etat sur les années 2015-2017 qui diminuera fortement les concours financiers de l'Etat aux collectivités.

Afin de soutenir l'action de l'AMF, il est proposé au conseil municipal d'adopter la motion de soutien suivante :

« Les collectivités locales, et en premier lieu les communes et leurs intercommunalités, risquent d'être massivement confrontées à des difficultés financières d'une gravité exceptionnelle. Dans le cadre du plan d'économies de 50 milliards d'euros qui sera décliné sur les années 2015-2017, les concours financiers de l'Etat sont en effet appelés à diminuer :

- de 11 milliards d'euros progressivement jusqu'en 2017,
- soit une baisse cumulée de 28 milliards d'euros sur la période 2014-2017.

Dans ce contexte, le Bureau de l'AMF a souhaité, à l'unanimité, mener une action forte et collective pour expliquer de manière objective la situation et alerter solennellement les pouvoirs publics sur l'impact des mesures annoncées pour nos territoires, leurs habitants et les entreprises. L'AMF, association pluraliste forte de ses 36.000 adhérents communaux et intercommunaux, a toujours tenu un discours responsable sur la nécessaire maîtrise des dépenses publiques ; aussi, elle n'en est que plus à l'aise pour dénoncer cette amputation de 30% de nos dotations. Quels que soient les efforts entrepris pour rationaliser, mutualiser et moderniser l'action publique locale, l'AMF prévient que les collectivités ne pourront pas absorber une contraction aussi violente de leurs ressources.

En effet, la seule alternative sera de procéder à des arbitrages douloureux affectant les services publics locaux et l'investissement du fait des contraintes qui limitent leurs leviers d'action (rigidité d'une partie des dépenses, transfert continu de charges de l'Etat, inflation des normes, niveau difficilement supportable pour nos concitoyens de la pression fiscale globale).

La commune de Bonnemain rappelle que les collectivités de proximité que sont les communes et leurs intercommunalités sont, par la diversité de leurs interventions, au cœur de l'action publique pour tous les grands enjeux de notre société :

- elles facilitent la vie quotidienne de leurs habitants et assurent le « bien vivre ensemble » ;
- elles accompagnent les entreprises présentes sur leur territoire ;
- enfin, elles jouent un rôle majeur dans l'investissement public, soutenant ainsi la croissance économique et l'emploi.

La diminution drastique des ressources locales pénalisera à terme nos concitoyens, déjà fortement touchés par la crise économique et sociale et pourrait fragiliser la reprise pourtant indispensable au redressement des comptes publics.

En outre, la commune de Bonnemain estime que les attaques récurrentes de certains médias contre les collectivités sont très souvent superficielles et injustes.

C'est pour toutes ces raisons que la commune de Bonnemain soutient les demandes de l'AMF :

- réexamen du plan de réduction des dotations de l'Etat,
- arrêt immédiat des transferts de charges et des mesures normatives, sources d'inflation de la dépense,
- réunion urgente d'une instance nationale de dialogue et de négociation pour remettre à plat les politiques publiques nationales et européennes impactant les budgets des collectivités locales. »

Monsieur Olivier MILLION s'interroge sur l'impact de cette motion et souhaite une action concrète de l'AMF. Il constate un désengagement de plus en plus important de l'Etat, notamment dans la recherche médicale.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte cette motion par 14 voix pour et 1 abstention (Loïc LEBRET).

OBJET D_60_2014 : DELIBERATION D’AFFIRMATION DU SOUTIEN DE LA COMMUNE AU CONSEIL GENERAL D’ILLE-ET-VILAINE ET A SON MAINTIEN DANS L’ORGANISATION TERRITORIALE.

Préfecture de Rennes, reçu le 22/07/2014

Monsieur le Maire donne lecture d'une motion proposée par l'association des Maires Ruraux d'Ille et Vilaine afin d'affirmer le soutien de la commune au Conseil Général d'Ille et Vilaine et à son maintien dans l'organisation territoriale :

« Considérant le discours du Président de la République lors de la clôture des États généraux de la démocratie territoriale en octobre 2012 favorable aux conseils généraux,

Considérant les propos du Président de la République lors de ses vœux aux Corrégiens le 18 janvier favorable aux conseils généraux,

Considérant le discours de politique générale du Premier Ministre, Manuel Valls du 8 avril 2014 proposant d'engager le débat sur l'avenir des conseils départementaux et leur suppression à l'horizon 2021 ;

Considérant la Constitution du 4 octobre 1958 créant un titre spécifique consacré aux collectivités territoriales ;

Considérant les lois de décentralisation :

- La loi du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- La loi du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République, renforçant la décentralisation, la déconcentration et la coopération locale ;
- La loi du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (LOADT) ;
- La loi du 25 juin 1999 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire ;
- La loi du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, dite « Loi Chevènement » ;
- La Loi constitutionnelle du 28 mars 2003 ;

Considérant l'objectif général de la réforme qui vise à anéantir le niveau de proximité et concentre les pouvoirs et moyens, il n'est pas question d'une modernisation, c'est un retour au passé ;

Considérant que l'ensemble des éléments portés à la connaissance des élus ne répond pas à l'enjeu d'un effort significatif en matière d'équité et de péréquation ;

Considérant que parallèlement à la décision de supprimer les conseils généraux, la volonté est clairement de dissoudre les communes dans l'intercommunalité par la raréfaction des ressources, par des mesures indirectes ou obligatoires comme de nouveaux transferts obligatoires de compétences ;

Considérant que l'interlocuteur naturel des communes rurales est le Département et qu'il joue un rôle de proximité essentiel de cohésion territoriale entre habitants des villes et des campagnes ;

Considérant que si le département était supprimé, les conséquences seront immédiates et dramatiques sur l'aide sociale, les subventions versées au monde associatif, sur les investissements sur les routes, les collèges, les projets d'aménagement et que les décisions seraient prises à des centaines de kilomètres avec pour conséquence de donner la priorité aux projets les plus importants liés aux métropoles ;

Considérant que quel que soit le niveau qui se verrait imposer la compétence, l'État ne l'aiderait pas financièrement ;

Considérant les conséquences sociales sur les agents publics transférés d'une administration à l'autre et parfois obligés de quitter leurs communes seraient majeures et coûteuses ;

Le Conseil Municipal délibère et réaffirme :

- Son opposition ferme à la suppression du Conseil Général ;
- Son attachement aux services départementaux et à l'action de ses agents ;
- Le rôle essentiel du Conseil général d'Ille-et-Vilaine en matière d'équité territoriale, de soutien aux services publics de proximité et au maintien de l'ingénierie publique en liaison avec les intercommunalités ;
- Son souhait que l'État concentre ses efforts sur des réformes utiles plutôt que de produire de la confusion et de l'incertitude pour les élus concernant l'organisation territoriale ;
- Dénonce solennellement la campagne mensongère menée au plus haut niveau pour faire croire à nos concitoyens qu'ils gagneraient à perdre leurs services publics locaux ;
- S'associe solidairement à la démarche des élus de toute la France ;
- Appelle à la prise de conscience des habitants, des associations, des représentants du monde économique, social, de la santé et organismes professionnels pour s'associer à cette démarche ; »

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal n'approuve pas la motion par 8 voix contre (Gilbert GAULTIER, Sonia ROBERT, Béatrice LEROUX, Laurent CITRÉ, Jean-François GUERIN, Laurence ALLAIN, Florence DAVID et Loïc LEBRET), 6 voix pour et 1 abstention (Jean-Paul MURIE).

OBJET D_61_2014 : CRECHE TY BON'HOME : DEMANDE DE SUBVENTION AU CONSEIL GENERAL

Préfecture de Rennes, reçu le 22/07/2014

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la commune peut bénéficier d'une subvention du Département pour les deux places financées à la crèche Ty Bon'Home. La condition d'éligibilité est la suivante : « *accueillir au moins 40 % d'enfants en situation de vulnérabilité, issus de familles dont le tarif horaire ne dépasse pas 0.80 €/h ou enfants en situation de handicap relevant d'un projet d'accueil individualisé, ou accueillir ces enfants pendant une durée cumulée au moins égale à 40 % de la fréquentation totale* ».

Il rappelle que la commune a bénéficié d'une subvention de fonctionnement du Conseil Général pour la crèche Ty Bon'Home concernant l'année 2012 d'un montant de 3 375.46 €. Pour 2013, la commune n'a pas perçu de subvention car elle ne respectait pas les critères énoncés ci-dessus.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal sollicite à l'unanimité cette subvention, auprès du Conseil général d'Ille et Vilaine, pour l'année 2014.

OBJET D_62_2014 : ECOLE HENRI MATISSE : REFECTION DES SANITAIRES EXTERIEURS

Préfecture de Rennes, reçu le 22/07/2014

Monsieur le Maire donne la parole à Monsieur Gilbert GAULTIER, 2^{ème} adjoint, qui présente au Conseil Municipal le projet de réfection des sanitaires extérieurs de l'école Henri Matisse.

Les toilettes existantes sont vétustes et ne sont plus adaptées au nombre d'élèves. Les enseignants ont demandé la réfection de ce local. Ces toilettes avaient été aménagées avant la restructuration de l'école en 2004.

Monsieur Gilbert GAULTIER présente l'esquisse des travaux. Le projet consiste à une redistribution de l'intérieur avec une séparation des sanitaires filles et garçons et un élargissement des portes d'entrée aux normes accessibilité. Chaque sanitaire comprendra un WC aux normes handicapées. La configuration des lieux permet ces travaux sans procéder à un agrandissement.

Les travaux seront réalisés avant la rentrée 2014 par les deux agents du service technique et des entreprises extérieures (électricité, plomberie,...).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal approuve à l'unanimité ce projet.

OBJET D_63_2014 : AINES : POURSUITE DE L'OPERATION AVEC L'UFCV

Préfecture de Rennes, reçu le 22/07/2014

Monsieur le Maire donne la parole à Madame Marie-Hélène DURÉ, 1^{ère} adjointe, qui rappelle l'opération engagée avec l'UFCV début 2013. La commune de Bonnemain en partenariat avec l'UFCV et le soutien de la CARSAT Bretagne, s'organise autour d'un projet de solidarité avec les personnes âgées de plus de 60 ans de la commune. Celui-ci porte sur le développement d'une politique d'animation autour des enjeux du vieillissement sur la commune.

Le projet prévoit trois axes :

- Développer les visites à domicile auprès des personnes âgées isolées à partir d'un réseau de bénévoles.
- Développer les activités de loisirs à partir des souhaits, initiatives et savoir-faire des aînés de la commune, ainsi que des activités développées par l'Agéclic, pour maintenir les liens et une vie sociale.
- Collecter la mémoire des personnes âgées pour la transmettre et la valoriser au sein de la commune.

L'UFCV est à la disposition de la commune pour la poursuite de cette opération en recrutant une personne en service civique.

Sur proposition de la 1^{ère} adjointe, le Conseil Municipal décide à l'unanimité de poursuivre cette opération à partir de septembre 2014.

QUESTIONS DIVERSES/INFORMATIONS

Monsieur Loïc LEBRET souhaite connaître le montant de la trésorerie. Il lui est répondu qu'elle s'élève actuellement à 245 000 €. Il regrette donc qu'aucune proposition de remboursement anticipé d'un emprunt n'ait

été présentée au conseil municipal. Monsieur Gilbert GAULTIER lui répond qu'avec les dépenses qui restent à payer, ce n'est pas opportun.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h50.